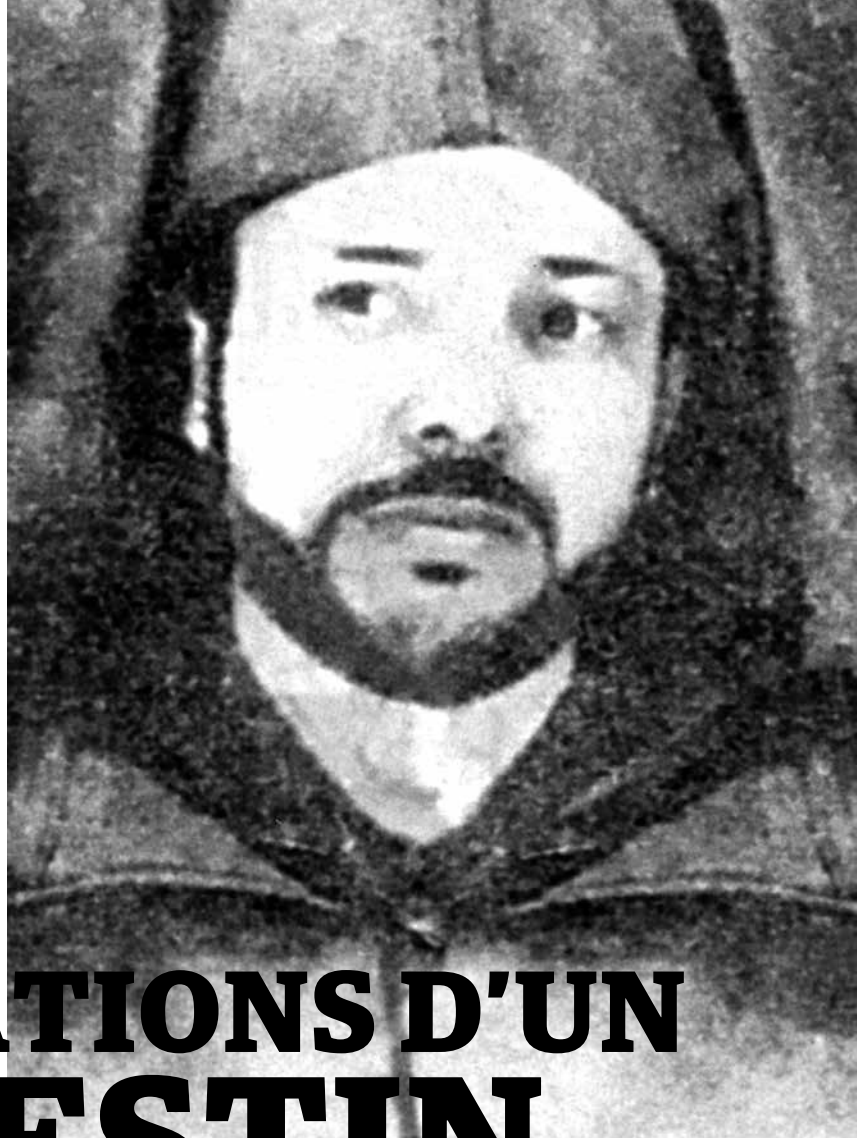




★
RÉSISTANT.
Bensaïd Aït Idder
était engagé
dans l'Armée de
libération.

★
PSEUDO. Carte
d'identité
algérienne de
Bensaïd Aït Idder
sous le nom de
Abdellah Khalid.



PÉRÉGRINATIONS D'UN CLANDESTIN

Avant de rejoindre le 23-Mars, Mohammed Bensaïd Aït Idder était déjà un habitué de la clandestinité. Dévoilant des informations inédites, il raconte pour **Zamane** le chemin qui l'a conduit de la résistance armée à l'action révolutionnaire

PAR MAÂTI MONJIB

Mohammed Bensaïd Aït Idder est né en 1926 dans un petit village amazigh du Maroc atlantique, près de Sidi Ifni. Le futur résistant entre au Parti de l'Istiqlal (PI) alors qu'il est étudiant dans la célèbre medersa Ben Youssef à Marrakech, à la fin des années 1940. Plus que le Manifeste de l'indépendance, dont il n'a même pas entendu parler au moment de sa publication, c'est le drame qui se déroule en Palestine qui le guidera vers la politique. Durant la première moitié des années 1950, Bensaïd s'engage dans la résistance armée à la colonisation française. En 1959, il figure parmi les fondateurs de l'UNFP. Jusqu'en 1981, année de son retour définitif d'exil au Maroc, il vivra plus ou moins clandestinement sous le nom de guerre Abdellah Khalid, qu'il a adopté en 1963.

Il est arrêté pour la première fois en février 1960, en compagnie de dizaines d'anciens résistants et membres de l'Armée de libération (AL). Ils sont accusés de vouloir attenter à la vie du prince Hassan, héritier du

trône et chef d'état-major de l'armée royale. La majorité de ses amis et lui seront libérés quelques mois plus tard, Mohammed V s'étant rendu compte du caractère peu sérieux de l'accusation. « *Lagbzaoui, le directeur de la Sécurité nationale et le prince héritier, ont réuni un groupe de personnes et leur ont dicté de dire au juge que c'était moi et d'autres résistants comme Saïd Bounaïlat qui étions en train de préparer un attentat contre Moulay Hassan. Mais nos accusateurs, une fois en notre présence, n'ont pu reconnaître aucun d'entre nous. Le président de la cour, monsieur Lamrini, a fini par informer Mohammed V que notre dossier était vide. Mostafa Belarbi Alaoui, directeur des affaires politiques du ministère de l'Intérieur, a dit la même chose au roi* », témoigne Bensaïd Aït Idder.

Tandis qu'une bonne partie de la direction de l'Armée de libération-Sud (ALS) est mise à l'ombre, la police, sous les ordres du futur Hassan II, disloque ce qui reste de ses groupes. Bensaïd et ses amis commencent à mettre les documents, l'argent et quelques armes de l'ALS en sécurité, notamment dans le Sud. Avec la mort de Mohammed V, début 1961, la situation empire pour

Mohammed Bensaïd et ses camarades. Ils poursuivent toutefois leur action politique, mais dorénavant ils sont décidés à renverser le régime de Hassan II, par les armes s'il le faut. Bensaïd justifie jusqu'à aujourd'hui ce choix en arguant que c'est la police aux ordres du prince Hassan qui a ouvert les hostilités en s'attaquant à tous ceux qui refusaient clairement l'orientation du régime vers une monarchie exclusive et hégémonique. Comment ne pas recourir à l'action clandestine alors que les agents d'Oufkir sont partout et ont des yeux et des oreilles dans tous les milieux politisés de la société ? Il est difficile de se préparer à la révolution dans de telles conditions. Pourtant, c'est à ce moment là que l'espoir renaît : l'indépendance de l'Algérie, gouvernée dorénavant par les frères d'armes des résistants pourchassés, donne des ailes à ces derniers. Bensaïd quitte donc clandestinement le pays par le poste frontalier maroco-algérien Zouj Bghal dans la nuit du 6 au 7 décembre 1962. Autrement dit, quelques heures seulement avant l'adoption de la première constitution marocaine. C'est dire si le pays est atteint de schizophrénie.

Le choix des armes

Bensaïd révèle des informations inédites sur cette période. Il affirme ainsi que suite à l'arrestation de Youssoufi et Fqih Basri, fin 1959, « *Mahjoub Benseddik a eu une réunion avec nous. Nous nous sommes mis d'accord sur le recours à la violence. Benseddik a même accepté de cacher par ses propres moyens des camarades à nous qui étaient recherchés par la police. Benseddik et moi avons préparé de faux passeports pour les militants qui devaient quitter le territoire national, comme Mehdi El Ouarzazi. Rachid Skirj, adjoint de Dlimi mais qui travaillait pour nous, et Mostafa Belarbi Alaoui nous ont procuré également quelques passeports. Cependant, suite à notre arrestation, Benseddik a fait volte-face. Abdellah Ibrahim, lui, a toujours été contre la violence. Ben Barka n'a pas essayé de nous dissuader de recourir aux armes, ni Abderrahim Bouabid d'ailleurs. Je parle là de la première moitié des années 1960* ».

Soussis, émigrés en Algérie et dépourvus de convictions politiques affirmées, pour en faire de futurs guérilleros. Il décide de mettre fin à ce camp d'entraînement et rencontre en personne Ben Bella pour l'informer de sa décision. Les deux hommes continuent certes à s'apprécier, mais l'Algérien ne cache pas son mécontentement de la décision de Bensaïd de fermer le camp de Louatta. Mais un malheur n'arrive jamais seul : le 19 juin 1965, Houari Boumediene renverse le président Ben Bella et se hâte de faire comprendre aux exilés marocains que dorénavant ils ne seront plus que de simples réfugiés, ou presque.

A cause de cette longue suite de difficultés et d'échecs, Bensaïd entre dans une phase de profonde dépression. Il perd presque la mémoire et n'est plus que l'ombre de lui-même, tant sur le plan physique qu'intellectuel. Son ami fidèle Abderrahmane Youssoufi fait des pieds et des mains pour le sortir d'Algérie. Il parvient à le placer dans un centre médical spécialisé en Suisse où il séjourne plusieurs semaines. Quand son état s'améliore, il part s'installer en France. Il y apprend la langue de Molière dont il ne parlait pas un traître mot. Mieux, il s'inscrit à l'Université de Vincennes avec l'aide de René Gallissot et de Thami Azemmouri. L'homme à la volonté forcenée parvient même à obtenir une licence d'histoire. Son diplôme porte bien entendu



AMIS. Abdesselam El Jebli (à g.) et Mohammed Bensaïd Aït Idder à Paris à la fin des années 1960.

BENSAÏD REJOINT LE 23-MARS À LA FIN DE 1971 ET DEVIENT TRÈS VITE LA CHEVILLE OUVRIÈRE DU MOUVEMENT

En 1964, Bensaïd, alors réfugié en Algérie, donne rendez-vous à Bouabid à Milan, en Italie. Il est accompagné de Tahiri, conseiller du président Ben Bella. Le futur fondateur de l'USFP leur donne notamment des précisions sur le procès de leurs camarades au Maroc. Comme en échange, il reçoit d'eux un rapport détaillé sur les préparatifs de la révolution armée à partir du territoire algérien. Avant cette rencontre en Italie, Bensaïd était revenu au Maroc clandestinement en mars 1963. Fqih Basri et Habib el Forkani l'avaient informé qu'ils étaient en rapport avec Cheikh Al Arab. Il entre dans une colère noire en leur rappelant que ce dernier est un « anarchiste » qui n'en fait qu'à sa tête et que son aventurisme met en danger toute la structure révolutionnaire.

De retour en Algérie, Bensaïd est également abasourdi par une initiative de ses camarades Abdelfattah Sbata et Saïd Bounailat qui engagent, dans un camp d'entraînement à Louatta, de nombreux

son pseudonyme, Abdellah Khalid. Un homme quasi nouveau est né : il discute des nuits durant avec ses jeunes camarades étudiants, évoquant aussi bien les vues de Gramsci que les thèses de la nouvelle gauche européenne. Quand éclate Mai 68, grève des transports oblige, il parcourt 30 kilomètres à pied en compagnie de son ami Abdesselam El Jebli pour participer aux manifestations.

Au tout début des années 1970, il peut donc « prétendre » à devenir membre du mouvement 23-Mars qui exige de ses membres une connaissance suffisante de la théorie révolutionnaire marxiste-léniniste. Cette transfiguration intellectuelle réalisée en si peu d'années fait de lui l'homme de la situation. Grâce à son sérieux, son caractère entier, son sens de l'organisation et sa grande capacité de travail, il devient vite la cheville ouvrière du mouvement. Pourtant l'écrasante majorité des membres de celui-ci ont vingt ans moins que lui. ▀

L'essentiel des informations inédites contenues dans cet article s'appuie sur le témoignage de Mohammed Bensaïd Aït Idder recueilli par l'auteur le 11 février 2013.